1962
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, le 6 juin 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut du personnel du Directoire de l'industrie charbonnière", a donné le 4 juillet 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e juni 1962 door de Minister van Economische Zaken en Energie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Directorium voor de kolennijverheid", heeft de 4e juli 1962 het volgend advies gegeven :

En plusieurs de ses dispositions, le projet reproduit soit textuellement, soit avec quelques modifications, des articles de l'arrêté royal du 29 décembre 1956 fixant le statut du personnel du secrétariat du Conseil central de l'économie et de l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public. Ces arrêtés ont été soumis au Conseil d'Etat, dont les avis ont été publiés au Moniteur belge.

Les commentaires contenus dans les rapports au Roi et dans les avis du Conseil d'Etat précédant ces arrêtés royaux pourront donc être utilement consultés pour l'interprétation de certaines dispositions du présent projet.

\+

\+ +

Etant donné que le Roi est chargé par l'article 10 de la loi du 16 novembre 1961 de fixer le cadre et le statut du personnel et qu'il exécute cette double mission dans le projet, l'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal fixant le statut et le cadre du personnel du Directoire de l'industrie charbonnière".

\+

\+ +

.../...

Il convient de viser au préambule, après la loi du 16 novembre 1961, la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, qui est citée à l'article 25 du projet.

\+

\+ +

Pour permettre une meilleur présentation du projet et particulièrement du chapitre V relatif aux positions administratives des agents, il y aurait lieu de prévoir une division de l'arrêté en "titres", "chapitres" et "sections".

\+

\+ +

Les articles 1er, 2 et 3 ne concernent pas les nominations. Ils devraient faire l'objet d'un titre Ier qui pourrait être intitulé : "Champ d'application du statut et cadre du personnel". Les articles 4 à 13 formeraient, dans ce cas, un titre II intitulé : "Des nominations".

\+

\+ +

Le premier alinéa de l'article 4 devrait être rédigé comme suit :

"Il est pourvu aux emplois prévus au cadre par des nominations à durée déterminée ou à durée indéterminée".

\+

\+ +

.../

Il résulte des explications données par le délégué du Gouvernement que la procédure de nomination prévue aux articles 7, 8, § 2, et 9 à 12 ne doit s'appliquer qu'aux nominations faites par le Directoire et que le Ministre n'est limité dans l'exercice de son pouvoir de nomination que par l'obligation de respecter le cadre fixé par le Roi et par les dispositions de l'article 8, § 1er. Pour que cette intention soit clairement exprimée dans le projet, il convient de rédiger l'article 5 de la façon suivante :

"Article 5.- Le directeur général et les directeurs sont nommés par le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie après avis du Directoire. Les articles 7, 8, § 2, et 9 à 12 ne sont pas applicables à ces nominations.

Les autres membres du personnel sont nommés et révoqués par le Directoire".

\+

\+ \+

Pour éviter une discordance entre, d'une part, les articles 1er et 2 et, d'autre part, l'article 6, il convient de ne pas employer le terme "agent" pour désigner les personnes qui seront engagées par contrat.

D'accord avec le délégué du Gouvernement, il est proposé de prévoir non seulement l'engagement par contrat d'emploi, mais aussi l'engagement par contrat de travail.

.../...

Le texte suivant est donc proposé pour l'article 6 :

"Article 6.-

Dans les limites du crédit annuel prévu à son budget, le Directoire peut engager, pour des travaux extraordinaires et en dehors des prévisions du cadre, des employés et ouvriers temporaires.

Ces employés et ouvriers sont engagés pour une durée déterminée; leur engagement se fait par un contrat régi par les lois relatives soit au contrat d'emploi, soit au contrat de travail".

+

\+ +

Au premier alinéa de l'article 7, les mots "au cadre" devraient être placés après le mot "vacant".

+

\+ +

La phrase liminaire du § 1er de l'article 8 devrait être rédigée de la façon suivante :

"Nul ne peut être nommé à un emploi du cadre s'il ne réunit les conditions suivantes : ... ".

+

\+ +

.../...

La rédaction suivante est proposée pour l'article 9 :

"Article 9.-

Il ne peut être pourvu à un emploi vacant prévu au cadre que si la vacance a été annoncée au personnel par un affichage fait suivant les modalités qui sont déterminées par le Directoire.

Le directeur général fait procéder à l'affichage et dresse acte de l'accomplissement de cette formalité.

L'annonce de la vacance d'un emploi indique les aptitudes requises pour y être nommé.

Les membres du personnel intéressés ... (la suite comme au projet) ...".

\+

\+ +

Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Gouvernement que l'article 11 vise deux hypothèses : le transfert d'un agent d'un service à un autre sans que le grade de cet agent soit modifié et l'attribution à un agent d'un grade qui a une autre dénomination que celui dont cet agent est titulaire mais qui est équivalent à ce grade selon le tableau II annexé au projet. Le délégué du Gouvernement a, en outre, déclaré que la mesure prévue à cet article ne pourra être décidée qu'en cas de vacance d'un emploi.

Il est, dès lors, proposé de rédiger l'article 11 de la façon suivante :

"Article 11.-

Le transfert d'un agent d'un emploi à un autre emploi d'un grade identique au sien et l'attribution à un agent d'un grade qui, selon le tableau II annexé au présent arrêté, est équivalent au sien, ne sont pas soumis aux formalités qui précèdent les nominations.

Ces décisions ne peuvent, toutefois, être prises que lorsqu'un emploi est vacant. Elles sont portées à la connaissance du personnel par un affichage fait selon les modalités prévues à l'article 9".

\+

\+ +

Le texte suivant est proposé pour l'article 12 :

"Article 12.-

La date des nominations est consignée dans les procès-verbaux des réunions du Directoire. Le directeur général notifie aux agents nommés un extrait du procès-verbal qu'il certifie conforme. Il informe par lettre les autres candidats du rejet de leur candidature".

\+

\+ +

.../...

La nomination ne sortant ses effets qu'après la prestation de serment, l'article 13 devrait figurer à la fin du titre II.

\+

\+ +

Au second alinéa de l'article 14, la date du 20 octobre 1937, attribuée par erreur à l'arrêté royal portant statut des agents de l'Etat, doit être remplacée par la date du 2 octobre 1937.

\+

\+ +

En précisant à l'article 15 que les agents ne peuvent interrompre leur activité pour des motifs de convenance personnelle, le projet n'a pas entendu, selon les explications du délégué du Gouvernement, régler la question du droit des agents de recourir à la grève.

\+

\+ +

Il convient de fixer, à l'article 16, un degré de parenté ou d'alliance au-delà duquel l'interdiction que cet article prévoit ne s'appliquerait plus. Il est proposé de limiter cette interdiction aux parents ou alliés jusqu'au quatrième degré et de rédiger l'article 16 de la façon suivante :

.../...

"Article 16.-

Il est interdit aux agents de traiter toute affaire à la solution de laquelle ils ont un intérêt personnel ou direct ou à laquelle leurs conjoint, parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclus ont un tel intérêt".

+

+ +

L'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935, relatif aux cumuls en matière de fonctions et d'emplois publics, applicable aux administrations de l'Etat et aux établissements publics, et donc au Directoire, interdit, sauf autorisation le cumul de deux fonctions publiques ou d'une fonction publique et de toute profession ou occupation lucrative. Le projet ne déroge pas à cet arrêté royal. Il faut donc considérer que l'article 17 du projet établit, comme les articles 49 et 50 du statut des agents de l'Etat, des incompatibilités qui s'ajoutent à celles qui sont établies par l'arrêté royal du 5 février 1935.

+

+ +

La disposition qui fait l'objet du troisième alinéa de l'article 18 devrait figurer à la fin de l'article 19 qui concerne la fixation des traitements individuels des agents.

+

+ +

.../...

Le premier alinéa de l'article 19 prévoit que la détermination de l'ancienneté se fait "sur avis favorable des commissaires du Gouvernement".

L'article 6 de la loi du 16 novembre 1961 instituant un Directoire de l'industrie charbonnière a organisé la tutelle du Gouvernement sur les actes du Directoire. Les commissaires du Gouvernement ont un droit de recours auprès du Ministre des Affaires économiques et de l'Energie ou auprès du Ministre des Finances. Il n'appartient pas au Roi de substituer au mode de contrôle prévu par la loi sur les actes du Directoire, une modalité différente de tutelle. Les mots "sur avis favorable des commissaires du Gouvernement" devraient donc être omis.

L'article 22 appelle la même observation.

Il est proposé de rédiger l'article 19 de la façon suivante :

"Article 19.-

Le Directoire fixe au moment de la nomination le traitement de chaque agent dans l'échelle de son grade. A cet effet, il arrête, sur rapport du directeur général, l'ancienneté dans le grade. Il détermine cette ancienneté en tenant compte de la durée et de la valeur de l'expérience acquise par l'agent aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé et en appliquant par analogie les règles contenues aux articles 16 à 39 de l'arrêté royal du 10 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères.

.../...

Le traitement de l'agent, tel qu'il a été fixé au moment de sa nomination, est augmenté selon le montant et la périodicité déterminés par l'échelle afférente à son grade, jusqu'à ce qu'il atteigne le maximum déterminé par cette échelle.

L'agent nommé ultérieurement à un nouveau grade conserve son ancienneté pour le calcul du traitement afférent à son nouveau grade.

Il est alloué un complément de traitement à l'agent détaché auprès du Directoire qui conserve, dans son administration d'origine, le droit à son traitement pendant la durée de son détachement. Le Directoire détermine le montant de ce complément après avoir obtenu l'accord du Ministre des Affaires économiques et de l'Energie".

\+

\+ \+

La rédaction suivante est proposée pour l'article 20, alinéa 3 :

"Le présent article s'applique au complément de traitement prévu à l'article 19, alinéa 4".

\+

\+ \+

.../...

Ce n'est pas "en vertu de l'article 25" du projet, comme il est dit au premier alinéa de l'article 21, mais en vertu de la loi du 28 avril 1958 que les agents sont soumis à la sécurité sociale.

Cet alinéa appelle une seconde observation. Le principe qu'il consacre est l'octroi des mêmes allocations et indemnités que celles qui sont accordées aux agents de l'Etat. Il convient donc d'exclure les allocations accordées aux agents de l'Etat qui font double emploi avec celles qui sont accordées par la sécurité sociale et non pas d'exclure les allocations de la sécurité sociale qui font double emploi avec celles qui sont accordées aux agents de l'Etat. Le Roi ne serait d'ailleurs pas compétent pour décider que les avantages de la sécurité sociale auxquels les membres du personnel ont droit en vertu de la loi, ne seront pas accordés à ceux-ci.

Compte tenu de ces observations, le texte suivant est proposé pour les alinéas 1er et 2 de l'article 21 :

"Article 21.-

Les agents du Directoire bénéficient des allocations et indemnités qui sont accordées aux agents de l'Etat. Toutefois, les agents du Directoire qui, conformément à l'article 25, sont soumis au régime de la sécurité sociale ne bénéficient pas des allocations et indemnités accordées aux agents de l'Etat qui font double emploi avec les allocations et indemnités de la sécurité sociale.

.../...

Lorsque la réglementation applicable aux agents de l'Etat prévoit une décision ministérielle spéciale ou particulière, le Directoire est compétent pour prendre cette décision".

Au troisième alinéa de l'article 21, les mots "pour éviter les inégalités de rétribution les plus flagrantes" constituent une motivation qui n'est pas à sa place dans le texte même de l'arrêté. Ils devraient être omis.

\+

\+ +

L'intervention des commissaires du Gouvernement prévue à l'article 22, appelle la même observation que celle qui est faite à propos de l'article 19.

\+

\+ +

Par souci de concordance avec la rédaction de l'article 40 du projet, il convient d'ajouter, au premier alinéa de l'article 23, après les mots "par l'arrêté-loi du 13 décembre 1945 relatif à la réparation des dommages résultant des accidents survenus sur le chemin du travail", les mots "prorogé par la loi du 10 juillet 1951".

\+

\+ +

.../...

Le premier alinéa de l'article 24 pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Le traitement accordé à un agent détaché auprès du Directoire est diminué des avantages pécuniaires dont cet agent bénéficie dans son administration d'origine, en vertu de la décision qui a permis son détachement".

Au deuxième alinéa du même article, le mot "pécuniaires" devrait être inséré après le mot "avantages".

L'article 24, alinéa 3, autorise le Directoire à rembourser aux administrations dont certains de ses agents sont détachés, les avantages pécuniaires qu'elles accordent à ces agents. Cette disposition n'impose pas le remboursement. Il en résulte que le Directoire pourrait avoir à son service des agents dont il ne paie pas le traitement, celui-ci étant supporté par une autre administration. Il serait plus conforme aux principes d'une saine gestion administrative que les administrations dont des agents sont détachés ne soient pas tenues de supporter la charge des traitements de ces agents. L'alinéa 3 pourrait donc être rédigé de la façon suivante :

"Le Directoire rembourse aux administrations d'origine des agents détachés, auprès de lui, les avantages pécuniaires qu'elles accordent à ces agents".

\+

\+ \+

.../...

Pour exclure le cas de l'agent qui, dans son administration d'origine a été soumis à la sécurité sociale, avant d'être soumis à un régime de pension relevant du droit public, la première condition prévue à l'article 25, alinéa 1er, devrait être rédigée comme suit :

"ne pas être soumis dans leur administration d'origine, au moment de leur détachement, au régime de sécurité sociale institué par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944;".

Le second alinéa de cet article appelle, en ce qui concerne la charge des pensions, la même observation que l'article 24, alinéa 3. Il pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Le Directoire rembourse aux administrations d'origine des agents détachés auprès de lui et satisfaisant aux conditions de l'alinéa 1er, les sommes que ces administrations ont exposées pour la constitution des réserves nécessaires au service des pensions de retraite et de survie auxquelles ces agents ou leurs ayants droit peuvent prétendre en faisant compter, pour le calcul de ces pensions, les années pendant lesquelles ces agents ont été détachés au Directoire".

+

+ +

Si le Gouvernement estimait utile de permettre au Directoire de refuser l'agréation des organisations syndicales, il conviendrait de soumettre ce refus aux mêmes conditions de forme que le retrait de l'agréation et de rédiger l'article 26, alinéa 3, comme suit :

"Le Directoire peut refuser l'agréation ou la retirer ... (la suite comme au projet) ...".

+

+

Le chapitre V du projet, devenant le titre VI, pourrait être divisé de la façon suivante :

Titre VI. - Les positions administratives des agents.

Chapitre I. - Règles générales
(comprenant les articles 28 à 30).

Chapitre II.- Les congés.
Section Ière . Congés de vacances annuelles.
(comprenant l'article 31).
Section II. Congés de circonstances.
(comprenant l'article 32).
Section III. Congé de maternité et d'allaitement.
(comprenant l'article 33, tel que le Conseil d'Etat propose de le rédiger).
Section IV. Congés accordés en vue de l'accomplissement de prestations militaires.
(comprenant les articles 34 à 36).
Section V. Congés accordés pour cause de maladie ou d'infirmité.
(comprenant les articles 37 à 44).
Section VI. Congés pour exercer des missions d'intérêt public.
(comprenant les articles 45 et 46).
Section VII. Congés de convenances personnelles.
(comprenant l'article 47).

Chapitre III. - La suspension dans l'intérêt du service.
(comprenant les articles 48 à 51).

Chapitre IV. - Certains cas de non-activité.
(comprenant les articles 52 à 54).

\+

\+ \+

.../...

Dans le texte français des articles 28, 34, 38, 41, 47, 52, 53 et 54, il faut un trait d'union entre "non" et "activité".

\+

\+ +

Aux termes de l'article 30, l'agent qui est dans la position de non-activité ne peut faire valoir ses titres à l'obtention d'une nomination à un grade supérieur. Lorsque le Directoire aura décidé, conformément à l'article 10 du projet, d'admettre à la nomination des personnes étrangères à son administration, il serait illogique et même contraire à l'égalité entre les candidats que les seules personnes qui ne pourraient être nommées soient les agents du Directoire qui se trouvent dans la position de non-activité. Il conviendrait donc de prévoir dans ce cas, la possibilité de nommer un agent en non-activité.

Compte tenu de cette observation, l'article 30 pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Article 30.-

L'agent qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement ni aux augmentations de traitement. Il ne peut faire valoir ses titres à une nomination à un grade supérieur sauf lorsque le Directoire décide d'autoriser les personnes étrangères à son administration à présenter leur candidature pour l'emploi vacant".

\+

\+ +

.../...

L'article 33 reproduit, en substituant les mots "sur avis du médecin agréé" aux mots "sur avis du service de santé administratif", l'article 51 de l'arrêté royal du 14 février 1961 tel qu'il se présentait dans sa rédaction primitive. Cet article reproduisait lui-même, avec quelques modifications, les articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, relatif aux congés des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 2 juin 1959.

Depuis la publication de l'arrêté royal du 14 février 1961, le régime des congés de maternité du personnel féminin de l'Etat a subi plusieurs modifications.

Un arrêté royal du 24 mars 1961 a inséré dans l'arrêté royal du 16 mars 1940 relatif aux congés des agents de l'Etat, un article 9bis rédigé comme suit :

"L'agent féminin de l'Etat qui est en activité de service peut, à l'expiration de son congé de maternité, obtenir à sa demande, un congé pour allaitement. La durée de ce congé ne peut excéder trois mois.

Le congé pour allaitement n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service".

Un arrêté royal du 4 septembre 1961 a inséré dans l'article 7 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, après les mots "ce congé peut prendre cours au plus tôt quatre semaines avant la date attestée par le certificat médical", un alinéa nouveau rédigé comme suit :

.../...

"Il est réduit à concurrence des jours de congé pour maladie ou infirmité que l'intéressée a obtenus pendant les quatre semaines qui précèdent la date réelle de l'accouchement".

Un arrêté royal du 26 janvier 1962 a modifié l'article 51 de l'arrêté royal du 14 février 1961, fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, en remplaçant par "congé de maternité et d'allaitement" l'intitulé "congé de maternité" qui précédait cet article et en rédigeant celui-ci de la façon suivante:

"L'agent féminin qui est en activité de service a droit à un congé de maternité et à un congé d'allaitement selon les règles applicables aux agents de l'Etat".

L'intention du Gouvernement étant de rendre applicable au personnel féminin du Directoire le régime applicable au personnel féminin de l'Etat, il convient de remplacer l'intitulé de la section IV, devenant la section III, par les mots "Congé de maternité et d'allaitement" et de remplacer le texte de l'article 33 par la disposition suivante :

"L'agent féminin qui est en activité de service a droit à un congé de maternité et à un congé d'allaitement selon la réglementation applicable au personnel féminin de l'Etat. Lorsque cette réglementation prévoit un avis du service de santé administratif, cet avis est donné par le médecin agréé par le Directoire".

\+

\+ \+

.../...

L'article 35 reproduit textuellement le premier alinéa de l'article 53 de l'arrêté royal du 14 février 1961. Il ne reproduit pas les alinéas 2 et 3 du même article qui sont rédigés comme suit :

"Toutefois par dérogation à l'article 45 (correspondant à l'article 29 du projet), le traitement de l'agent ne lui est maintenu que s'il fait l'objet d'un rappel ordinaire ou d'un rappel d'urgence au sens de la législation militaire; le traitement est supprimé dans tous les autres cas, pendant les mois entiers du calendrier où l'agent est sous les armes.

L'alinéa 2 du présent article ne s'applique aux agents officiers de réserve que compte tenu des règles spéciales établies par la loi à leur égard".

Il résulte notamment de la rédaction de l'article 35 du projet que le Directoire devra payer le traitement de ceux de ses agents qui accomplissent leur service militaire. Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, un texte semblable aux alinéas 2 et 3 de l'article 53 de l'arrêté royal du 14 février 1961 devrait être ajouté à l'article 35 du projet.

+

\+ +

.../...

Les alinéas 1er et 2 de l'article 38, § 1er, reproduisent textuellement les alinéas 1er et 2 de l'article 56 de l'arrêté royal du 14 février 1961. Il convient, comme dans cet arrêté royal, de rattacher au premier alinéa, la phrase initiale du deuxième alinéa.

\+

\+ +

L'article 41 reproduit, en y apportant quelques modifications, l'article 59 de l'arrêté royal du 14 février 1961. Il convient, comme dans cet arrêté royal, de placer au début du second alinéa la phrase qui, dans le projet, est placée à la fin du premier alinéa et qui débute par les mots "Le médecin agréé...". Dans cette phrase, les mots "par le Directoire" devraient être ajoutés après les mots "le médecin agréé".

\+

\+ +

Le premier alinéa de l'article 42 reproduit le premier alinéa de l'article 60 de l'arrêté royal du 14 février 1961, en remplaçant les mots "conformément aux règles énoncées aux articles 56 à 59" par les mots "conformément aux règles énoncées aux articles 38 et 39" alors que les articles 56 à 59 de l'arrêté royal du 14 février 1961 correspondent aux articles 38 à 41 du projet. Il paraît logique de prévoir la subrogation également dans les hypothèses visées aux articles 40 et 41 du projet, et donc de remplacer au premier alinéa de l'article 42 la référence faite aux articles 38 et 39 par une référence aux articles 38 à 41.

.../...

Etant donné que le deuxième alinéa de l'article 42 fait allusion à deux sommes différentes, le traitement et l'indemnité dues par le tiers, la dernière phrase de cet alinéa serait plus claire si on y ajoutait les mots "par cet organisme".

\+

\+ +

A l'article 43, les mots "par le Directoire" devraient être ajoutés après les mots "le médecin agréé".

\+

\+ +

Au premier alinéa de l'article 45, il convient, comme à l'article 63 de l'arrêté royal du 14 février 1961, d'écrire "l'empêche en fait ou en droit de s'acquitter des fonctions" au lieu de "l'empêche en fait ou en droit d'acquitter des fonctions".

\+

\+ +

Le premier alinéa de l'article 47 pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Le Directoire peut accorder à ses agents des congés de convenances personnelles".

\+

\+ +

.../...

Le premier alinéa de l'article 48 devrait s'écrire comme suit :

"Le Ministre ou le Directoire lorsque le pouvoir de nomination lui appartient ... (la suite comme au projet) ...".

+

+ +

L'article 49, premier alinéa, permet au Directoire de réduire le traitement de l'agent, de priver celui-ci du droit aux augmentations de traitement et de la faculté de faire valoir ses titres à la nomination à un grade supérieur, lorsqu'une faute disciplinaire pour laquelle il y a flagrant délit constitue le motif de la suspension. L'expression "flagrant délit" a un sens juridique précis, défini par l'article 41 du Code d'instruction criminelle. Il pourrait en être déduit que les mesures prévues à l'article 49 ne peuvent être appliquées que dans les cas où il y a flagrant délit au sens de cet article 41; Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, il serait préférable d'employer une autre expression.

Le texte adopté à l'article 67, alinéa 4, de l'arrêté royal du 14 février 1961 et reproduit à l'article 49, alinéa 4, du projet a pour conséquence d'interdire à l'administration de réparer par une nomination en surnombre le préjudice causé à un agent par une erreur de droit ou de fait qui aurait privé cet agent de la nomination. Il n'empêche cependant pas que la réparation de ce préjudice se fasse par l'octroi d'une indemnité.

+

+ +

.../...

Il ne convient pas de donner un effet rétroactif à une décision diminuant les avantages statutaires ou pécuniaires accordés à un agent. Il y a donc lieu de remplacer à l'article 51, le mot "proposées" par le mot "prises".

\+

\+ +

La rédaction suivante est proposée pour le second alinéa de l'article 54 :

"Si le régime de la sécurité sociale ne lui est pas applicable, cet agent reçoit, par dérogation à l'article 30 et jusqu'à ce qu'il réunisse les conditions pour obtenir une pension de retraite, une partie de son traitement égale à la pension qu'il obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui était applicable".

\+

\+ +

Les dispositions du projet relatives à la discipline pourraient être présentées et divisées de la façon suivante :

Titre VI. - De la discipline.

Chapitre I. Règles de fond,
(contenant les articles 55, 56, 57, 58 et 60).

.../...

Chapitre II. L'information préparatoire,
(contenant les articles 59 et 61).

Chapitre III. L'action disciplinaire,
(contenant les articles 62 à 67).

Chapitre IV. Règles particulières au personnel administratif supérieur,
(contenant l'article 68).

Si cet ordre était adopté, le numérotage des articles devrait être modifié en conséquence.

\+

\+ \+

Tel qu'il est rédigé, l'article 55 pourrait être interprété comme ayant pour effet de donner à l'autorité qui exerce l'action disciplinaire le pouvoir de ne pas réprimer une faute même si elle en constate la réalité. Etant donné que tel n'est évidemment pas l'intention du Gouvernement, il serait préférable de rédiger l'article 55 du projet de la même façon que l'article 91 de l'arrêté royal du 14 février 1961 et, par conséquent, de remplacer à l'article 55 du projet les mots "peut donner lieu à une action disciplinaire" par les mots "sont réprimés par une peine disciplinaire".

\+

\+ \+

.../...

Pour tenir compte des prescriptions de l'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935 relatif aux cumuls en matière de fonctions et d'emplois publics, il est nécessaire d'ajouter à l'échelle des peines disciplinaires établies par l'article 56, § 1er, du projet, la peine de la suspension.

Le texte reproduit ci-après, qui figure à l'article 93 de l'arrêté royal du 14 février 1961, devrait donc être ajouté à cet article 56, § 1er :

"En cas d'infraction aux dispositions de l'arrêté royal du 5 février 1935 relatif aux cumuls en matière de fonctions et d'emplois publics, l'agent peut être suspendu. La suspension et la révocation, prévue en cas de récidive par cet arrêté royal, sont prononcées par délibération du conseil des Ministres".

Selon les principes généraux du droit public, auxquels l'article 70 du projet se conforme d'ailleurs, la démission d'un emploi public ne produit ses effets que lorsqu'elle est acceptée. Il convient donc de remplacer à l'article 56, § 3, alinéa 3, les mots "Dans le cas où l'agent détaché donne sa démission au Directoire" par les mots : "Lorsque l'autorité accepte la démission présentée par un agent détaché au Directoire".

+

\+ +

.../...

Le texte suivant est proposé pour l'article 59, § 1er :

"Le directeur général ouvre une information préparatoire à l'action disciplinaire, chaque fois qu'il a connaissance d'un acte fautif commis par un agent du Directoire et que cet acte est suffisamment grave pour donner lieu à une peine disciplinaire. Il procède à l'instruction de la cause.

L'agent auquel la faute disciplinaire pourrait être imputée est entendu par le directeur général et fournit à celui-ci toutes les explications qui lui sont demandées".

L'article 59, § 2, dispose que les mesures d'information ne sont soumises à aucune formalité ni substantielle, ni prévue à peine de nullité, mais que, toutefois, les constatations de fait et les auditions doivent être accomplies et actées régulièrement.

Il est inutile de dire dans un texte réglementaire qu'il n'y a pas de formalité prévue. Il suffit, pour qu'aucune formalité ne soit prévue, de ne pas en établir. Il convient par contre de préciser comment devront être actées les constatations de fait et les déclarations, en vue de la constitution du dossier qui doit servir de base à l'action disciplinaire.

L'article 59, § 2, pourrait donc être rédigé de la façon suivante :

"Le directeur général dresse procès-verbal des constatations de fait auxquelles il a procédé et de l'audition de l'agent et des témoins s'il y a lieu".

\+

\+ \+

.../...

A l'article 60, les mots "proprement dite" peuvent être omis.

+

+ +

Dans plusieurs de ses dispositions et notamment dans le régime disciplinaire, le projet prévoit des interventions du directeur général qu'il charge de faire des rapports ou des propositions. Le directeur général est un fonctionnaire placé sous l'autorité du Directoire. Il en résulte qu'il ne possède pas de pouvoirs propres et que les textes qui prévoient son intervention, s'ils lui permettent de prendre l'initiative de faire rapport au Directoire ou de lui faire des propositions, ne privent pas le Directoire du pouvoir d'enjoindre au directeur général d'accomplir un des actes pour lesquels le projet prévoit son intervention. L'intention du Gouvernement, telle qu'elle a été communiquée au Conseil d'Etat n'est pas de priver le Directoire du pouvoir hiérarchique qu'il possède à l'égard du directeur général. Cette intention serait mieux exprimée si l'article 61 était rédigé de la façon suivante :

"Article 61.-

Sauf décision contraire du Directoire, le directeur général peut classer l'affaire sans suite, s'il estime que les faits ne sont pas suffisamment établis ou qu'ils ne justifient pas une peine disciplinaire".

+

+ +

.../...

A l'article 62, les mots "proprement dite" peuvent être omis.

\+

\+ +

L'article 63 prévoit un délai de six mois à l'expiration duquel l'action disciplinaire s'éteint. Selon le délégué du Gouvernement c'est l'action disciplinaire qui doit être intentée dans le délai de six mois, mais la peine peut être prononcée après l'expiration de ce délai.

\+

\+ +

Etant donné que l'indication des éléments de fait et de preuve est déjà comprise dans le résumé des mesures d'information et que la qualification d'une faute disciplinaire ne se conçoit pas, à défaut d'un code de discipline, le second alinéa de l'article 64 pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Le rapport résume succinctement les mesures d'information accomplies, et se termine par une proposition motivée d'une peine disciplinaire déterminée".

Il ne paraît pas nécessaire de prescrire la simultanéité de la rédaction du rapport et de la constitution du dossier. L'article 64, alinéa 3, pourrait donc se lire comme suit :

"Le directeur général constitue un dossier disciplinaire. Toutes les pièces de ce dossier sont numérotées et inventoriées".

.../...

A l'alinéa 1er de cet article les mots "proprement dite " doivent être omis.

\+

\+ +

La rédaction suivante est proposée pour l'article 65, alinéa 2 :

"Cet agent dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception du rapport pour adresser au Directoire une note exposant sa défense".

\+

\+ +

Au premier alinéa de l'article 66, le mot "l'écoulement" doit être remplacé par le mot "l'expiration".

Au même alinéa, il convient d'écrire "extraordinaire" en un mot et sans trait d'union.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 66, alinéa 2 :

"L'agent et son conseil doivent être convoqués à la séance par lettre recommandée à la poste au moins cinq jours francs avant celui de la réunion. A la séance du Directoire, le directeur général résume les éléments de l'affaire, en présence de l'agent et de son conseil. Ceux-ci ont le droit d'être entendus ".

.../...

Au cinquième alinéa du même article, les mots "dans la négative" devraient être remplacés par "Si le Directoire estime que l'affaire n'est pas en état".

\+

\+ +

Au premier alinéa de l'article 67, les mots "au moment où le Directoire juge l'affaire en état" devraient être remplacés par les mots "Lorsque le Directoire estime que l'affaire est en état".

Le troisième alinéa du même article pourrait être rédigé comme suit :

"Le directeur général notifie la décision à l'agent, par lettre recommandée à la poste".

\+

\+ +

Le premier alinéa de l'article 68 dispose que les articles 59 à 67 ne s'appliquent pas au personnel administratif supérieur. Si l'on comprend que le Gouvernement désire établir en faveur de ce personnel une procédure disciplinaire particulière, on n'aperçoit pas les motifs pour lesquels les règles énoncées aux articles 60, 62 et 63, ne s'appliqueraient pas au personnel supérieur comme aux autres membres du personnel. Il appartiendra au Gouvernement d'examiner si ces articles ne devraient pas être rendus applicables au personnel administratif supérieur. L'article 63 ne pourrait cependant

être rendu applicable à ce personnel qu'après certaines adaptations. Il semble, en effet, que le point de départ du délai devrait être, dans ce cas, la connaissance des faits par l'autorité qui a le pouvoir de nomination.

Au second alinéa de l'article 68, il serait utile d'indiquer expressément l'autorité compétente pour infliger la peine.

Le troisième alinéa du même article dispose que lorsqu'une action disciplinaire est exercée contre un membre du personnel administratif supérieur, les droits de la défense doivent être respectés en s'inspirant des règles énoncées dans le chapitre du projet relatif à la discipline. En raison de son imprécision, cette formule risque de susciter des difficultés. Il convient donc d'énoncer, expressément dans le projet, les formalités essentielles qui devront être respectées.

Compte tenu de ces observations et sous réserve de celle qui est relative à l'application éventuelle au personnel administratif supérieur des articles 60, 62 et 63, le texte ci-après est proposé pour l'article 68:

"Article 68.-

Les articles 59 à 67 ne s'appliquent pas au directeur général, au jurisconsulte et aux directeurs.

L'action disciplinaire contre ces fonctionnaires est exercée et la peine infligée par l'autorité qui possède le pouvoir de nomination. La proposition de peine est formulée par le Directoire.

.../...

Le fonctionnaire et son conseil peuvent prendre connaissance du dossier disciplinaire et de la proposition de peine. Ils ont le droit d'être entendus par le Directoire sur chaque grief retenu contre le fonctionnaire. La décision infligeant une peine est motivée et notifiée à l'intéressé".

+

+ +

L'énumération contenue à l'article 69 ne reproduit pas le mode de cessation des fonctions prévu à l'article 75. Il convient soit de compléter l'énumération contenue à l'article 69 en y ajoutant la mesure prévue à l'article 75, soit, ce qui paraît préférable, de qualifier cette mesure de "licenciement".

+

+ +

Afin d'indiquer que le licenciement ne peut pas être prononcé de façon discrétionnaire, il serait utile d'ajouter à l'article 69, alinéa 1er, après les mots "le licenciement" les mots "prévu aux articles 45, 71, 72 et 75".

A l'article 69, alinéa 2, les mots "la remise à la disposition de son administration d'origine" devraient être remplacés par les mots "la remise à la disposition de l'administration d'origine".

+

+ +

.../...

Puisque le Directoire ne pourrait pas licencier un agent nommé par le Ministre, le texte suivant est proposé pour l'article 71 :

"Article 71.-

Sur rapport du directeur général, le Directoire peut, pendant la période d'essai que constituent les trois mois suivant l'entrée en service d'un agent, licencier sans préavis et sans indemnité l'agent nommé par le Directoire dont les aptitudes professionnelles sont jugées insuffisantes".

\+

\+ +

Pour le motif indiqué dans l'observation relative à l'article précédent, il convient d'ajouter, à l'article 72, les mots "nommé par le Directoire" après le mot "l'agent".

\+

\+ +

A l'article 73, il convient d'ajouter les mots "par application de l'article 72" après le mot "licencié". En effet, l'article 71 prévoit un licenciement sans indemnité et l'article 45 prévoit un licenciement qui normalement ne doit pas non plus donner lieu au paiement d'une indemnité.

\+

\+ +

.../...

Il existe un manque de concordance entre, d'une part, les articles 69, alinéa 1er et 74, alinéa 2 et, d'autre part, l'article 54, alinéa 1er, du projet, Les articles 69, alinéa 1er et 74, alinéa 2, font perdre, sans restriction aucune, la qualité d'agent du Directoire à celui qui atteint l'âge de la retraite, alors que l'article 54, alinéa 1er place en non-activité, c'est-à-dire dans une position administrative qui suppose la possession de la qualité d'agent du Directoire, celui qui atteignant l'âge de la retraite ne peut obtenir une pension. L'article 74, alinéa 2 devrait donc être rédigé, de la façon suivante :

"Sous réserve de l'application de l'article 54, il entraîne la cessation définitive des fonctions, sans préavis".

\+

\+ \+

Ainsi qu'il a été dit dans les observations relatives à l'article 69, la cessation des services par suppression d'emploi ou par "non prorogation de l'existence du Directoire", prévue à l'article 75, pourrait être qualifiée de licenciement.

La rédaction suivante est donc proposée pour l'article 75 :

"Article 75.-

La suppression d'un emploi entraîne le licenciement de l'agent qui est affecté à cet emploi.

L'agent licencié par suppression d'emploi a droit à une indemnité double de celle qui est prévue à l'article 73.

.../...

Le défaut de prorogation de l'existence du Directoire est assimilé à la suppression d'emploi".

+

+ +

Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Gouvernement que la démission d'office prévue à l'article 76, alinéa 1er, 1°, ne pourra être prononcée que dans le cas où l'agent ne réunit plus les conditions imposées par l'article 8, § 1er, a, c et d. L'article 76, alinéa 1er, 1°, doit donc être rédigé comme suit :

"1° l'agent qui ne réunit plus les conditions imposées par l'article 8, § 1er, a, c et d;".

+

+ +

La rétroactivité que prévoit l'article 78 ne peut être admise que si elle a pour objet de régulariser, à l'égard du Directoire, des avantages d'ordre statutaire ou pécuniaire conférés à des agents. Elle serait illégale si elle devait avoir pour effet de porter atteinte à des avantages du même ordre conférés à des membres du personnel au cours de la période révolue couverte par la rétroactivité. En outre, la rétroactivité ne pourrait ni porter atteinte à la régularité de décisions prises pendant la période couverte par la rétroactivité, ni couvrir l'irrégularité dont pourraient être entachées certaines décisions prises au cours de cette période.

+

+ +

.../...

Chacun des tableaux annexés au projet doit porter la mention "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du...".

\+

\+ +

A l'intitulé du tableau II, il y a lieu d'ajouter les mots "et équivalence" après le mot "hiérarchie". L'article 3 du projet annonce, en effet, que ce tableau détermine la hiérarchie et l'équivalence des grades.

L'article 78 devrait être rédigé comme suit :

"Article 78.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1962".

Verscheidene bepalingen van het ontwerp herhalen, hetzij woordelijk, hetzij met enkele wijzigingen, artikelen van het koninklijk besluit van 29 december 1956 tot vaststelling van het statuut van het personeel bij het secretariaat van de centrale raad voor het bedrijfsleven en van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut. De ontwerpen van die besluiten zijn destijds aan de Raad van State voorgelegd en diens adviezen in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

De commentaar in de verslagen aan de Koning en in de adviezen van de Raad van State bij genoemde koninklijke besluiten, zullen dus nuttig kunnen worden geraadpleegd voor het interpreteren van sommige bepalingen uit het onderhavige ontwerp.

\+

\+ +

Artikel 10 van de wet van 16 november 1961 gelast de Koning het kader en het statuut van het personeel vast te stellen ; die tweeledige opdracht vervult Hij in het ontwerp. Daarom wordt voorgesteld, het opschrift te lezen als volgt :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut en het kader van het personeel van het Directorium voor de kolennijverheid".

\+

\+ +

.../...

In de aanhef moet na de wet van 16 november 1961, de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden worden vermeld ; die wet is ook vermeld in artikel 25 van het ontwerp.

\+
\+ +

Voor een betere inkleding van het ontwerp en voornamelijk van hoofdstuk V betreffende de administratieve standen van de personeelsleden, dient het ontwerp-besluit te worden ingedeeld in "titels", "hoofdstukken" en "afdelingen".

\+
\+ +

De artikelen 1, 2 en 3 hebben geen betrekking op de benoemingen. Zij zouden in een titel I moeten staan onder het opschrift : "Toepassingsgebied van het statuut en personeelskader". De artikelen 4 tot 13 zouden in dat geval titel II vormen met als opschrift : "Benoemingen".

\+
\+ +

De Franse tekst van artikel 4 zou moeten worden gelezen als volgt :

"Il est pourvu aux emplois prévus au cadre par des nominations à durée déterminée ou à durée indéterminée".

\+
\+ +

.../...

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, moet de benoemingsprocedure, bepaald in de artikelen 7, 8, § 2, en 9 tot 12 alleen worden toegepast op de benoemingen die door het Directorium worden gedaan en is de benoemingsmacht van de Minister alleen beperkt door de verplichting rekening te houden met het door de Koning vastgestelde kader en door de bepalingen van artikel 8, § 1. Om deze bedoeling in het ontwerp duidelijk weer te geven, stelle men artikel 5 als volgt :

"Artikel 5.-

De directeur-generaal en de directeurs worden door de Minister van Economische Zaken en Energie benoemd na advies van het Directorium. De artikelen 7, 8, § 2, en 9 tot 12 zijn niet van toepassing op die benoemingen.

De overige leden van het personeel worden benoemd en afgezet door het Directorium".

\+

\+ \+

Om gemis van overeenstemming tussen de artikelen 1 en 2 enerzijds en artikel 6 anderzijds te voorkomen, noeme men liever niet "personeelslid" degenen die bij overeenkomst zullen worden aangeworven.

.../...

Na overleg met de gemachtigde van de Regering, wordt voorgesteld te bepalen dat er niet alleen bij arbeidsovereenkomst voor bedienden, maar ook bij arbeidsovereenkomst voor werklieden zal worden aangeworven.

Voor artikel 6 wordt dan ook de volgende tekst aanbevolen :

"Artikel 6.-

Binnen de grenzen van het jaarlijks op zijn begroting uitgetrokken krediet, kan het Directorium, voor buitengewone werkzaamheden en buiten de voorzieningen van het kader, tijdelijke bedienden en werklieden aanwerven.

Die bedienden en werklieden worden voor een bepaalde duur aangeworven bij een overeenkomst waarvoor de wetten betreffende de arbeidsovereenkomst voor bedienden of betreffende de arbeidsovereenkomst voor werklieden gelden".

\+

\+ \+

In het eerste lid van artikel 7, moeten de woorden "in het kader" vóór het woord "vacant" komen.

\+

\+ \+

.../...

De inleidende volzin van § 1 van artikel 8 leze men als volgt :

"Niemand kan in een betrekking van het kader worden benoemd, tenzij hij aan de volgende voorwaarden voldoet : ...".

\+

\+ +

Voorgesteld wordt, artikel 9 te lezen als volgt :

"Artikel 9.-

In een openstaande betrekking, bepaald in het kader, mag niet worden voorzien dan nadat de vacature aan het personeel bekendgemaakt is door aanplakking op de wijze door het Directorium te bepalen.

De directeur-generaal, beveelt de aanplakking en maakt akte ervan op, dat die formaliteit vervuld is.

In de bekendmaking van de vacature wordt de voor de benoeming vereiste geschiktheid vermeld.

De belanghebbende personeelsleden beschikken over vijftien dagen, de dag van de bekendmaking inbegrepen, om hun kandidatuur schriftelijk bij het Directorium in te dienen door bemiddeling van de directeur-generaal, die hun van hun kandidatuur akte geeft".

\+

\+ +

.../...

Uit de inlichtingen welke de gemachtigde van de Regering heeft verstrekt, blijkt dat artikel 11 twee gevallen bedoelt : de overplaatsing van een personeelslid van een dienst naar een andere zonder dat zijn graad wordt gewijzigd en de toekenning aan een personeelslid van een graad met een andere benaming dan de zijne, maar die met die graad gelijkwaardig is volgens de bij het ontwerp gevoegde tabel II.
De gemachtigde van de Regering heeft bovendien verklaard dat tot de in genoemd artikel bedoelde maatregel niet kan worden besloten tenzij er een betrekking vacant is.

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 11 te lezen als volgt :

"Artikel 11.-

De overplaatsing van een personeelslid naar een andere betrekking waarvan de graad gelijk is aan de zijne en de toekenning aan een personeelslid van een graad die overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel II gelijkwaardig is met zijn graad, zijn niet onderworpen aan de formaliteiten die aan de benoemingen voorafgaan.

Deze beslissingen kunnen echter alleen worden genomen wanneer een betrekking vacant is. Zij worden ter kennis gebracht van het personeel door aanplakking op dezelfde wijze als in artikel 9 voorgeschreven."

\+
\+ \+

.../...

Voor artikel 12 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 12.-

De datum van de benoemingen wordt vermeld in de notulen der vergaderingen van het Directorium. De directeur-generaal doet een door hem eensluidend verklaard uittreksel uit de notulen aan de benoemde personeelsleden toekomen. Hij deelt de andere kandidaten per brief mede dat hun kandidatuur is afgewezen.

+
+ +

Aangezien de benoeming geen uitwerking heeft dan na de eedaflegging, zou artikel 13 aan het eind van titel II moeten komen.

+
+ +

In het tweede lid van artikel 14 moet de voor het koninklijk besluit houdende statuut van het Rijkspersoneel verkeerd opgegeven datum van 20 oktober 1937 worden vervangen door 2 oktober 1937.

+
+ +

.../...

Daar volgens artikel 15 "de personeelsleden hun dienst niet wegens persoonlijke aangelegenheden mogen onderbreken", betekent volgens de gemachtigde van de Regering niet, dat het ontwerp hiermede de kwestie van het stakingsrecht van het personeel bedoelt te regelen.

\+

\+ +

In artikel 16 moet een graad van bloed- of aanverwantschap worden bepaald boven welke het in dit artikel opgelegde verbod geen toepassing meer vindt. Voorgesteld wordt, dat verbod te beperken tot bloed- en aanverwanten tot de vierde graad en artikel 16 te lezen als volgt :

"Artikel 16.-

Het is de personeelsleden verboden enige zaak te doen, bij de regeling waarvan zij zelf, hun echtgenoot of hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad persoonlijk of direct belang hebben".

\+

\+ +

Het koninklijk besluit nr 87 van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie inzake openbare ambten en bedieningen, dat op Rijksbesturen en op openbare instellingen, dus ook op het Directorium toepassing vindt, verbiedt, behoudens machtiging, het cumuleren van twee openbare ambten of van een openbaar ambt met andere bezoldigde beroepen of betrekkingen. Het ontwerp wijkt van dat koninklijk besluit niet af.

.../...

Artikel 17 van het ontwerp moet dus zo worden beschouwd dat het, zoals de artikelen 49 en 50 van het statuut van het Rijkspersoneel onverenigbaarheden vaststelt ter aanvulling van die welke in het koninklijk besluit van 5 februari 1935 zijn bepaald.

\+

\+ +

De Nederlandse tekst van artikel 17 moet bovendien beginnen als volgt :

"Artikel 17.-

Met de hoedanigheid van personeelslid van het Directorium is onverenigbaar: ...

Het slot van de tekst onder letter a leze men als volgt : "... of in strijd is met de onkreukbaarheid of het prestige die van de titularis van dat ambt worden geëist".

\+

\+ +

De bepaling van het derde lid van artikel 18 zou aan het eind van artikel 19 moeten komen, dat betrekking heeft op de vaststelling van de individuele wedde van de personeelsleden.

\+

\+ +

Het eerste lid van artikel 19 zegt dat de anciënniteit wordt bepaald "op gunstig advies van de Regeringscommissarissen".

.../...

Artikel 6 van de wet van 16 november 1961 tot instelling van een Directorium voor de kolennijverheid regelt het toezicht van de Regering op de handelingen van het Directorium. De Regeringscommissarissen hebben het recht beroep in te stellen bij de Minister van Economische Zaken en Energie of bij de Minister van Financiën. Het staat de Koning niet, de controlemethode welke de wet terzake van de handelingen van het Directorium bepaalt, te vervangen door een andere toezichtsregeling. De woorden "op gunstig advies van de Regeringscommissarissen" moeten dus vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 22.

Voorgesteld wordt, artikel 19 te lezen als volgt :

"Artikel 19.-

Bij de benoeming bepaalt het Directorium de wedde van ieder personeelslid in de schaal die aan zijn graad verbonden is. Te dien einde bepaalt het, op verslag van de directeur-generaal, de graadanciënniteit. Het stelt die vast met inachtneming van de duur en van de waarde van de ervaring die het personeelslid zowel in de overheidsdienst als in het particulier bedrijf heeft opgedaan en laat zich daarbij leiden door de regelen gesteld in de artikelen 16 tot 39 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries.

.../...

De wedde van het personeelslid, zoals zij is bepaald bij de benoeming, wordt verhoogd overeenkomstig het bedrag en de periodiciteit van de met zijn graad overeenstemmende schaal, totdat zij het in die schaal bepaalde maximum bereikt.

Het personeelslid dat later in een nieuwe graad benoemd wordt, behoudt zijn anciënniteit ter berekening van de met zijn nieuwe graad overeenstemmende wedde.

Een aanvullende wedde wordt toegekend aan het bij het Directorium gedetacheerde personeelslid dat in zijn administratie van herkomst het recht op zijn wedde tijdens zijn detachering behoudt. Het Directorium bepaalt dit aanvullingsbedrag, na instemming van de Minister van Economische Zaken en Energie".

\+

\+ +

Voorgesteld wordt artikel 20, derde lid, te lezen als volgt :

"Dit artikel is van toepassing op de in artikel 19, vierde lid, bedoelde aanvullende wedde".

\+

\+ +

.../...

Niet "krachtens artikel 25" van het ontwerp, zoals het eerste lid van artikel 21 zegt, maar krachtens de wet van 28 april 1958, is het personeel aan de sociale zekerheid onderworpen.

Bij deze alinea is nog een tweede opmerking te maken. Zij huldigt het beginsel dat dezelfde toelagen en vergoedingen worden toegekend als aan het Rijkspersoneel. Uitgesloten moeten dus worden de aan het Rijkspersoneel verleende toelagen die een dubbele betaling zijn van de uitkeringen van de sociale zekerheid, en niet de uitkeringen van de sociale zekerheid die een dubbele betaling zijn van de aan het Rijkspersoneel verleende toelagen. De Koning zou overigens niet kunnen beslissen dat de voordelen van de sociale zekerheid waarop de personeelsleden krachtens de wet recht hebben , hun niet worden toegekend.

Met inachtneming van deze opmerking, wordt voorgesteld het eerste en het tweede lid van artikel 21 te lezen als volgt :

"Artikel 21.-

De personeelsleden van het Directorium komen in aanmerking voor dezelfde toelagen en vergoedingen als het Rijkspersoneel. De personeelsleden van het Directorium evenwel die overeenkomstig artikel 25 onderworpen zijn aan de regeling van de sociale zekerheid, komen niet in aanmerking voor de toelagen en vergoedingen welke aan het Rijkspersoneel worden toegekend en dubbele betaling zijn van de uitkeringen en vergoedingen van de sociale zekerheid.

.../...

Indien de op het Rijkspersoneel toepasselijke regeling een afzonderlijke of bijzondere ministeriële beslissing voorschrijft is het Directorium bevoegd om die beslissing te nemen".

In het derde lid van artikel 21 vormen de woorden : "ten einde de meest in het oog lopende ongelijkheid in bezoldiging te vermijden" een motivering die in de tekst zelf van het besluit niet op haar plaats is.
Zij dienen te vervallen.

+
+ +

Bij het in artikel 22 bedoelde optreden van de Regeringscommissarissen is hetzelfde op te merken als bij artikel 19.

+
+ +

Ter wille van de overeenstemming met de redactie van artikel 40 van het ontwerp, voege men in het eerste lid van artikel 23, na de woorden "bij de besluitwet van 13 december 1945 betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit ongevallen die zich op de weg naar of van het werk voordoen" de woorden in : "verlengd bij de wet van 10 juli 1951".

+
+ +

.../...

Het eerste lid van artikel 24 kan worden gelezen als volgt :

"De wedde toegekend aan een bij het Directorium gedetacheerd personeelslid wordt verminderd met de geldelijke voordelen die het personeelslid in zijn administratie van herkomst geniet, krachtens de beslissing welke zijn detachering heeft toegestaan".

In het tweede lid van hetzelfde artikel moet het woord "geldelijke" worden ingevoegd voor het woord "voordelen".

Artikel 24, derde lid, machtigt het Directorium aan de administraties waaruit sommige van zijn personeelsleden gedetacheerd zijn, de geldelijke voordelen terug te betalen welke zij aan die personeelsleden toekennen. Deze bepaling verplicht niet tot terugbetaling. Het Directorium zou dus personeelsleden in dienst kunnen hebben wier wedde het niet betaalt, aangezien die door een andere administratie wordt uitgekeerd. Het ware meer in overeenstemming met de beginselen van een gezond administratief beleid, dat de administraties waaruit personeelsleden gedetacheerd zijn, niet verplicht zouden zijn de last van die wedden te dragen. Het derde lid zou dus kunnen worden gelezen als volgt :

"Het Directorium betaalt aan de administraties van herkomst van de gedetacheerde personeelsleden de geldelijke voordelen terug, welke zij aan die personeelsleden toekennen".

+

+ +

.../...

Om het geval uit te sluiten van personeelsleden, die in hun administratie van herkomst aan de sociale zekerheid onderworpen waren alvorens onder een publiekrechtelijke pensioenregeling te komen, ware de eerste voorwaarde in artikel 25, eerste lid, te lezen als volgt :

"op het ogenblik van hun detachering niet onderworpen zijn in hun administratie van herkomst aan de regeling van de sociale zekerheid, ingesteld bij de besluitwet van 28 december 1944;".

Bij het tweede lid van dit artikel is in verband met de pensioenlast dezelfde opmerking te maken als bij artikel 24, derde lid. Het kan worden gelezen als volgt :

"Het Directorium betaalt aan de administraties van herkomst van de gedetacheerde personeelsleden, die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, de bedragen terug welke die administraties hebben uitgegeven voor het aanleggen van de reserves voor de uitkering van de rust- en overlevingspensioenen waarop die personeelsleden of hun rechthebbenden aanspraak kunnen maken, waarbij voor de berekening van die pensioenen in aanmerking worden genomen de jaren tijdens welke die personeelsleden bij het Directorium gedetacheerd zijn geweest".

\+

\+ \+

Acht de Regering het dienstig het Directorium in de gelegenheid te stellen, de erkenning van de vakorganisaties te weigeren, dan zou die weigering moeten worden onderworpen aan dezelfde vormvereisten als de intrekking van de erkenning en zou artikel 26, derde lid, moeten worden gelezen als volgt :

.../...

"Het Directorium kan de erkenning weigeren of ze bij een met redenen omklede beslissing intrekken, na vooraf de verantwoordelijke leiders van de vakorganisatie te hebben verzocht hun verklaringen voor te dragen".

\+

\+ \+

Hoofdstuk V van het ontwerp, dat titel VI wordt, zou als volgt kunnen worden ingedeeld :

Titel VI.- Administratieve standen van het personeel.

Hoofdstuk I. - Algemene regelen.
(artikelen 28 tot 30).

Hoofdstuk II.- Verlof.

Afdeling I. Jaarlijks vakantieverlof.
(artikel 31).

Afdeling II. Gelegenheidsverlof.
(artikel 32).

Afdeling III. Bevallingsverlof en verlof wegens borstvoeding.
(artikel 33, zoals door de Raad van State voorgesteld).

Afdeling IV. Verlof voor het verrichten van militaire prestaties.
(artikelen 34 tot 36).

Afdeling V. Verlof wegens ziekte of gebrekkigheid.
(artikelen 37 tot 44).

Afdeling VI. Verlof voor het uitoefenen van opdrachten van openbaar belang. (artikelen 45 en 46).

Afdeling VII. Verlof wegens persoonlijke aangelegenheden. (artikel 47).

Hoofdstuk III. - Schorsing in het belang van de dienst. (artikelen 48 tot 51).

Hoofdstuk IV. - Gevallen van non-activiteit. (artikelen 52 tot 54).

+

\+ +

In de Franse tekst van de artikelen 28, 34, 38, 41, 47, 52, 53 en 54, moet een koppelteken staan tussen "non" en "activité".

+

\+ +

Luidens artikel 30 kan het personeelslid op non-activiteit, geen aanspraak maken op benoeming tot een hogere graad. Besluit het Directorium overeenkomstig artikel 10 van het ontwerp, niet tot zijn administratie behorende personen voor benoeming in aanmerking te nemen,

.../...

dan zullen alleen de op non-activiteit gestelde personeelsleden van het Directorium van benoeming uitgesloten zijn. Dit ware onlogisch en zelfs in strijd met de gelijkheid tussen de kandidaten. Het zou dus ook mogelijk moeten zijn, in dat geval een op non-activiteit gesteld personeelslid te benoemen.

Met inachtneming van deze opmerking wordt voorgesteld artikel 30 te lezen als volgt :

"Artikel 30.-
Het personeelslid op non-activiteit heeft geen recht op de wedde of op de weddeverhogingen. Hij kan geen aanspraken op benoeming tot een hogere graad doen gelden, tenzij het Directorium beslist toe te staan dat personen die niet tot zijn administratie behoren zich kandidaat voor de openstaande betrekking stellen".

\+
\+ \+

Artikel 33 herhaalt artikel 51 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 zoals het oorspronkelijk was gesteld, maar vervangt de woorden "op advies van de administratieve gezondheidsdienst" door de woorden "op advies van de erkende geneesheer". Dat artikel was reeds, met enkele wijzigingen, een herhaling van de artikelen 7 en 8 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940 betreffende het verlof van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1959.

.../...

Sedert de bekendmaking van het koninklijk besluit van 14 februari 1961, is de regeling inzake bevallingsverlof voor het Rijkspersoneel herhaaldelijk gewijzigd.

Een koninklijk besluit van 24 maart 1961 heeft in het even genoemde koninklijk besluit van 16 maart 1940 een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Het vrouwelijk Rijkspersoneel dat in dienstactiviteit is, kan na het verstrijken van het bevallingsverlof aanspraak maken op een bijzonder verlof wegens borstvoeding. De duur van dit verlof mag drie maanden niet overschrijden.

Het verlof wegens borstvoeding wordt niet vergoed. Het wordt voor het overige met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld".

Een koninklijk besluit van 4 september 1961 heeft in artikel 7 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940 na de woorden "dit verlof kan ten vroegste ingaan vier weken voor de datum die in het geneeskundig getuigschrift wordt opgegeven" een nieuw lid ingevoegd luidend als volgt :

"Het wordt verminderd met het aantal dagen verlof wegens ziekte of gebrekkigheid die de belanghebbende heeft genoten gedurende de vier weken die de werkelijke bevallingsdatum voorafgaan".

.../...

Een koninklijk besluit van 26 januari 1962 heeft het opschrift "Bevallingsverlof" boven aan artikel 51 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut vervangen door "bevallingsverlof en verlof wegens borstvoeding" en artikel 51 zelf als volgt gewijzigd :

"Het vrouwelijk personeelslid in actieve dienst heeft recht op bevallingsverlof en verlof wegens borstvoeding volgens de regelen die voor het Rijkspersoneel gelden".

Aangezien de Regering bedoelt, de regeling voor het vrouwelijk Rijkspersoneel toepasselijk te verklaren op het vrouwelijk personeel van het Directorium, dient het opschrift van afdeling IV, die afdeling III wordt, te worden vervangen door de woorden "bevallingsverlof en verlof wegens borstvoeding". Men leze artikel 33 dan als volgt :

"Het vrouwelijk personeelslid in actieve dienst heeft recht op bevallingsverlof en verlof wegens borstvoeding volgens de regelen die voor het Rijkspersoneel gelden. Wanneer die regelen een advies van de administratieve gezondheidsdienst voorschrijven, wordt dat advies gegeven door de geneesheer die door het Directorium erkend is".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 35 herhaalt woordelijk het eerste lid van artikel 53 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961, maar niet het tweede en het derde lid van dat artikel, die luiden als volgt :

"In afwijking van artikel 45 (in het ontwerp artikel 29), behoudt hij echter alleen dan zijn wedde, wanneer hij gevolg moet geven aan een gewone wederoproeping of een spoedwederoproeping in de zin van de militaire wetgeving ; in alle andere gevallen wordt geen wedde uitgekeerd over de volle kalendermaanden waarin het personeelslid onder de wapens is.

Het tweede lid van dit artikel vindt op personeelsleden die reserveofficieren zijn, alleen toepassing met inachtneming van de bijzondere regelen welke de wet te hunnen opzichte stelt".

Uit de tekst van artikel 35 van het ontwerp blijkt onder meer dat het Directorium de wedde zal moeten betalen van zijn personeelsleden die hun militaire dienst vervullen. Bedoelt de Regering het niet zo, dan zou aan artikel 35 van het ontwerp een tekst als die van het tweede en het derde lid van artikel 53 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 moeten worden toegevoegd.

+

\+ +

.../..

Het eerste en het tweede lid van artikel 38, § 1, herhalen woordelijk het eerste en het tweede lid van artikel 56 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961. Zoals in dat koninklijk besluit, dient de eerste volzin van het tweede lid, in het eerste lid te staan.

\+

\+ +

Artikel 41 herhaalt met enkele wijzigingen artikel 59 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961. Zoals in dat besluit moet de laatste volzin van het eerste lid van het ontwerp vooraan in het tweede lid staan. Die volzin begint met de woorden : "De erkende geneesheer" en zou moeten worden : "De door het Directorium erkende geneesheer".

\+

\+ +

Het eerste lid van artikel 42 herhaalt het eerste lid van artikel 60 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 en vervangt de woorden "overeenkomstig de regelen van de artikelen 56 tot 59" door de woorden "overeenkomstig de in de artikelen 38 en 39 opgesomde regelen", terwijl de artikelen 56 tot 59 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 overeenstemmen met de artikelen 38 tot 41 van het ontwerp. Het lijkt logisch ook de gevallen bedoeld in de artikelen 40 en 41 van het ontwerp bij de subrogatie te betrekken en dus in het eerste lid van artikel 42 de verwijzing naar de artikelen 38 en 39 te vervangen door een verwijzing naar de artikelen 38 tot 41.

.../...

Aangezien het tweede lid van artikel 42 gewag maakt van twee verschillende bedragen, met name de wedde en de door de derde verschuldigde vergoeding, zou de laatste volzin van dat lid duidelijker zijn indien er de woorden "door die instelling" vóór de woorden "gestorte sommen" werden ingevoegd.

\+

\+ +

In artikel 43 dienen de woorden "door het Directorium" te worden ingevoegd vóór de woorden "erkende geneesheer".

\+

\+ +

In de Franse tekst van het eerste lid van artikel 45 moet, zoals in artikel 63 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961, worden geschreven "l'empêche en fait ou en droit de s'acquitter des fonctions" in plaats van "l'empêche en fait ou en droit d'acquitter des fonctions".

\+

\+ +

Het eerste lid van artikel 47 kan worden gelezen als volgt :

"Het Directorium kan aan zijn personeel verlof wegens persoonlijke aangelegenheden verlenen".

\+

\+ +

.../...

De Franse tekst van het eerste lid van artikel 48 leze men als volgt :

"Le Ministre ou le Directoire lorsque le pouvoir de nomination lui appartient ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

+

+ +

Krachtens artikel 49, eerste lid, kan het Directorium de wedde van het personeelslid verminderen, hem het recht op de weddeverhogingen en alle aanspraken op de benoeming tot een hogere graad ontzeggen wanneer hij geschorst wordt wegens een tuchtvergrijp dat op heterdaad werd ontdekt. De term "op heterdaad" heeft een welbepaalde juridische betekenis die omschreven is in artikel 41 van het Wetboek van strafvordering. Daaruit zou kunnen worden afgeleid dat de in artikel 49 bepaalde maatregelen alleen kunnen worden toegepast wanneer er ontdekking op heterdaad is in de zin van genoemd artikel 41. Bedoelt de Regering het niet zo, dan verdient het aanbeveling een andere term te gebruiken.

De tekst van artikel 67, vierde lid, van het koninklijk besluit van 14 februari 1961, die in artikel 49, vierde lid, van het ontwerp is overgenomen, heeft tot gevolg dat aan de administratie verbod wordt opgelegd, door een benoeming in overtal, de schade te

.../...

herstellen die ingevolge een dwaling omtrent het recht of de feiten berokkend is aan een personeelslid, dat zodoende geen benoeming heeft verkregen. Het neemt evenwel niet weg dat die schade kan worden hersteld door het toekennen van een vergoeding.

+
+ +

Een beslissing waarbij de statutaire of geldelijke voordelen die aan een personeelslid zijn toegekend, worden verminderd, mag niet terugwerken. In artikel 51 dient derhalve het woord "voorgesteld" te worden vervangen door "genomen".

+
+ +

Men leze artikel 54 als volgt :

"Op non-activiteit is van rechtswege het personeelslid dat de pensioenleeftijd heeft bereikt, doch niet voldoet aan alle voorwaarden ter verkrijging van een rustpensioen. Indien de regeling inzake sociale zekerheid op hem niet van toepassing is, geniet dat personeelslid, in afwijking van artikel 30 en tot hij alle voorwaarden tot verkrijging van een rustpensioen vervult, een gedeelte van zijn wedde, gelijk aan het pensioen dat hij in dezelfde toestand zou verkrijgen indien de regeling inzake sociale zekerheid op hem toepasselijk was".

+
+ +

.../...

De bepalingen van het ontwerp betreffende de tucht kunnen als volgt worden geformuleerd en ingedeeld :

Titel VI. - Tucht.

Hoofdstuk I. Grondregelen.
(artikelen 55, 56, 57, 58, 60).

Hoofdstuk II. Vooronderzoek.
(artikelen 59 en 61).

Hoofdstuk III. Tuchtvordering.
(artikelen 62 tot 67).

Hoofdstuk IV. Bijzondere regelen voor het hoger administratief personeel.
(artikel 68).

Wordt deze volgorde aangenomen, dan dienen de artikelen te worden vernummerd.

\+

\+ +

Zoals artikel 55 is gesteld, kan het zo worden geïnterpreteerd dat de tuchtoverheid een tuchtvergrijp ongestraft kan laten, zelfs indien zij het werkelijk bestaan daarvan heeft vastgesteld. Aangezien de Regering het zeker niet zo bedoelt, verdient het aanbeveling artikel 55 van het ontwerp op dezelfde wijze te stellen als artikel 91 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 en derhalve de woorden "kan aanleiding geven tot een tuchtvordering" te vervangen door de woorden "wordt gestraft met een tuchtstraf".

\+

\+ +

.../...

Opdat rekening kan worden gehouden met de voorschriften van het koninklijk besluit nr 87 van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie inzake openbare ambten en bedieningen, is het nodig de in artikel 56, § 1, van het ontwerp vastgestelde reeks tuchtstraffen aan te vullen met de schorsing.

De volgende tekst, die ook in artikel 93 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 staat, zou derhalve aan artikel 56, § 1, moeten worden toegevoegd.

"Het personeelslid dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie inzake openbare ambten en bedieningen overtreedt, kan worden geschorst. De schorsing en de afzetting, welke dat koninklijk besluit in geval van herhaling voorschrijft, worden uitgesproken bij beslissing van de Ministerraad".

Volgens de algemene beginselen van het publiekrecht, waarnaar artikel 70 van het ontwerp zich overigens richt, heeft het ontslag uit een openbaar ambt eerst gevolgen nadat het aanvaard is. In artikel 56, § 3, dienen derhalve de woorden "ingeval het gedetacheerd personeelslid zijn ontslag bij het Directorium indient" te worden vervangen door de woorden "Wanneer de overheid het ontslag van een bij het Directorium gedetacheerd personeelslid aanvaardt".

\+

\+ \+

.../...

Voor artikel 59, § 1, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De directeur-generaal stelt een vooronderzoek in, dat aan de tuchtvordering voorafgaat, telkens als hij kennis heeft van een door een personeelslid van het Directorium begaan vergrijp en dat vergrijp zwaar genoeg is om aanleiding te geven tot een tuchtstraf. Hij stelt de zaak in onderzoek.

Het personeelslid wien het tuchtvergrijp mocht worden toegerekend, wordt door de directeur-generaal gehoord en verstrekt hem alle gevraagde uitleg".

Artikel 59, § 2, bepaalt dat de onderzoeksmaatregelen aan geen substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven formaliteiten onderworpen zijn maar dat de vaststellingen der feiten en de verhoren evenwel regelmatig vervuld en opgetekend moeten worden.

Het is onnodig in een verordening te zeggen dat geen formaliteiten zijn voorgeschreven. Opdat er geen formaliteiten te vervullen zijn, is het voldoende dat er geen worden vastgesteld. Daarentegen moet nader worden bepaald op welke wijze de vaststellingen der feiten en de verklaringen moeten worden opgetekend met het oog op het aanleggen van het dossier dat als basis voor de tuchtvordering moet dienen.

Artikel 59, § 2, zou kunnen worden gelezen als volgt :

"De directeur-generaal maakt proces-verbaal op van de door hem gedane vaststelling der feiten en van het verhoor van het personeelslid en van de getuigen, indien daartoe aanleiding bestaat".

\+

\+ \+

In artikel 60 kan het woord "eigenlijke" vervallen.

\+

\+ \+

In verscheidene bepalingen en vooral in de tuchtregeling voorziet het ontwerp in het optreden van de directeur-generaal die het gelast verslagen op te maken of voorstellen te doen. De directeur-generaal is een ambtenaar die onder het gezag van het Directorium staat. Hij heeft dus geen eigen bevoegdheid en de teksten die in zijn optreden voorzien en hem toelaten uit eigen initiatief aan het Directorium verslag uit te brengen of voorstellen te doen, ontnemen het Directorium niet de bevoegdheid om aan de directeur-generaal opdracht te geven een van de handelingen te verrichten waarin het ontwerp voorziet. Zoals aan de Raad van State is medegedeeld, bedoelt de Regering niet het Directorium diens hiërarchisch gezag over de directeur-generaal te ontnemen. Dit voornemen kan in artikel 61 beter als volgt tot uitdrukking worden gebracht :

"<u>Artikel 61.-</u>

Behoudens andersluidende beslissing van het Directorium, kan de directeur-generaal de zaak zonder gevolg laten, indien hij oordeelt dat de feiten niet voldoende bewezen zijn of geen tuchtstraf wettigen".

\+

\+ \+

.../...

In artikel 62 kan het woord "eigenlijke" vervallen.

\+
\+ +

Artikel 63 bepaalt een termijn van zes maanden na verloop waarvan de tuchtvordering vervalt. Volgens de gemachtigde van de Regering is het de tuchtvordering die binnen zes maanden moet worden ingesteld, en kan de straf na het verstrijken van die termijn worden uitgesproken.

\+
\+ +

Aangezien de opgaaf van het feiten- en bewijsmateriaal een onderdeel is van de samenvatting der vooronderzoeksmaatregelen en een tuchtvergrijp niet kan worden gekwalificeerd bij gemis van een tuchtregeling, zou het tweede lid van artikel 64 kunnen worden gelezen als volgt :

"Het verslag geeft een bondige samenvatting van de getroffen vooronderzoeksmaatregelen en eindigt met een gemotiveerd voorstel van een bepaalde tuchtstraf".

Het lijkt onnodig voor te schrijven dat het opmaken van het verslag en het aanleggen van het dossier tegelijk moeten geschieden. Het derde lid van artikel 64 zou derhalve kunnen worden gelezen als volgt :

.../...

"De directeur-generaal legt een tuchtrechtelijk dossier aan. Alle stukken van dat dossier worden genummerd en geïnvetariseerd".

In het eerste lid van dit artikel moet het woord "eigenlijke" vervallen.

\+
\+ +

De Franse tekst van artikel 65, tweede lid, leze men als volgt :

"Cet agent dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception du rapport pour adresser au Directoire une note exposant sa défense".

\+
\+ +

In het eerste lid van artikel 66, Franse tekst, moet het woord "écoulement" worden vervangen door "expiration".

In hetzelfde lid moet eveneens in de Franse tekst het woord "extraordinaire" in één woord en zonder koppelteken worden geschreven.

Voorgesteld wordt, artikel 66, tweede lid, te lezen als volgt :

.../...

"Het personeelslid en zijn raadsman moeten ten minste vijf volle dagen vóór de zitting bij een ter post aangetekend schrijven tot deze vergadering worden opgeroepen. In de vergadering van het Directorium vat de directeur-generaal in aanwezigheid van het personeelslid en van zijn raadsman de gegevens van de zaak samen. Het personeelslid en zijn raadsman hebben het recht te worden gehoord".

Het vijfde lid van hetzelfde artikel leze men als volgt :

"Indien het Directorium oordeelt dat de zaak niet in staat van wijzen is, belast het de directeur-generaal met een aanvullend onderzoek, dat met een nieuw verslag aan het Directorium wordt besloten".

Het zesde lid van hetzelfde artikel leze men als volgt :

"De toezending van dit verslag aan het Directorium doet de in artikel 64 en volgende bepaalde procedure herbeginnen".

+

In het eerste lid van artikel 67 vervange men de woorden "op het ogenblik dat het Directorium de zaak in staat van wijzen acht" door de woorden "wanneer het Directorium oordeelt dat de zaak in staat van wijzen is".

.../...

Het derde lid van hetzelfde artikel leze men als volgt :

"Bij een ter post aangetekend schrijven brengt de directeur-generaal de beslissing ter kennis van het personeelslid".

+

+ +

Het eerste lid van artikel 68 bepaalt dat de artikelen 59 tot 67 niet van toepassing zijn op het hoger administratief personeel. Verstaat men het zo, dat de Regering ten behoeve van dat personeel een bijzondere tuchtregeling wil vaststellen, dan is het niet duidelijk waarom de regelen van de artikelen 60, 62 en 63 niet even goed op het hogere als op het overige personeel toepassing zouden vinden. Het is zaak van de Regering na te gaan of die artikelen niet toepasselijk moeten worden verklaard op het hoger administratief personeel. Artikel 63 moet daarvoor echter eerst worden aangepast. Het uitgangspunt van de termijn lijkt in dit geval te moeten zijn de dag waarop de benoemende overheid de feiten verneemt.

Het ware dienstig in het tweede lid van artikel 68 uitdrukkelijk te zeggen welke overheid bevoegd is om de straf op te leggen.

.../...

Het derde lid van hetzelfde artikel bepaalt dat, wanneer een tuchtvordering wordt ingesteld tegen een lid van het hoger administratief personeel, de rechten van de verdediging moeten worden gewaarborgd volgens de geest van de regels van het hoofdstuk van het ontwerp betreffende de tucht.De onnauwkeurige redactie van deze tekst kan tot moeilijkheden leiden. Het ontwerp dient derhalve uitdrukkelijk te bepalen welke voornaamste formaliteiten in acht zijn te nemen.

Gelet op dit alles en onder voorbehoud van de opmerking betreffende de eventuele toepassing van de artikelen 60, 62 en 63 op het hoger administratief personeel, wordt voorgesteld artikel 68 te lezen als volgt :

"Artikel 68.-

De artikelen 59 tot 67 zijn niet van toepassing op de directeur-generaal, de jurisconsult en de directeurs.

De tuchtrechtelijke vordering tegen deze ambtenaren wordt uitgeoefend en de straf wordt opgelegd door de benoemende overheid. De straf wordt voorgesteld door het Directorium.

De ambtenaar en zijn raadsman kunnen kennis nemen van het tuchtrechtelijk dossier en van het strafvoorstel. Zij hebben het recht door het Directorium te worden gehoord over iedere grief welke tegen die ambtenaar wordt ingebracht. De beslissing waarbij straf wordt opgelegd, is met redenen omkleed en wordt ter kennis gebracht van de betrokkene".

\+

* +

.../...

In de opsomming van artikel 69 wordt geen gewag gemaakt van de ambtsneerlegging als bedoeld in artikel 75. Er is derhalve aanleiding om de opsomming van artikel 69 aan te vullen met de in artikel 75 bepaalde maatregel, ofwel, hetgeen verkieslijk lijkt, die maatregel "afdanking" te noemen.

\+
\+ +

Ten einde erop te wijzen dat de afdanking niet willekeurig kan worden uitgesproken, ware het dienstig in artikel 69, eerste lid, de woorden "de afdanking" aan te vullen met de woorden "bepaald in de artikelen 45, 71, 72 en 75".

In de Franse tekst van artikel 69, tweede lid, vervange men de woorden "la remise à la disposition de son administration d'origine" door de woorden "la remise à la disposition de l'administration d'origine".

\+
\+ +

Aangezien het Directorium een door de Minister benoemd personeelslid niet kan afdanken, wordt voorgesteld artikel 71 te lezen als volgt :

.../...

"Artikel 71.-

Op het verslag van de directeur-generaal, kan het Directorium tijdens de proeftijd, lopende over de drie maanden na de indiensttreding van een personeelslid, een door het Directorium benoemd personeelslid wiens beroepsbekwaamheid onvoldoende wordt geacht zonder opzegging en zonder vergoeding afdanken".

\+
\+ +

Onder de reden die in de opmerking bij het vorig artikel is aangegeven, voege men in artikel 72 na het woord "personeelslid" de woorden "dat het heeft benoemd" in.

\+
\+ +

In artikel 73 voege men vóór de woorden "afgedankte personeelslid" de woorden "overeenkomstig artikel 72" in. Artikel 71 regelt immers de afdanking zonder vergoeding terwijl de afdanking volgens artikel 45 normaal evenmin aanleiding moet geven tot het betalen van een vergoeding.

\+
\+ +

.../...

Er is gemis van overeenstemming tussen de artikelen 69, eerste lid, en 74, tweede lid, enerzijds, en artikel 54, eerste lid, anderzijds. Krachtens de artikelen 69, eerste lid, en 74, tweede lid, verliest hij die de pensioenleeftijd bereikt zonder enige beperking de hoedanigheid van personeelslid van het Directorium, terwijl artikel 54, eerste lid, het personeelslid dat de pensioenleeftijd bereikt maar geen pensioen kan verkrijgen, op non-activiteit stelt, dit wil zeggen in een administratieve toestand die onderstelt dat de betrokkene personeelslid van het Directorium is. Men leze het tweede lid van artikel 74 derhalve als volgt :

"Behoudens toepassing van artikel 54, heeft hij de definitieve ambtsneerlegging zonder opzegging tot gevolg".

\+

\+ +

Zoals gezegd is in de opmerking bij artikel 69, zou de ambtsneerlegging wegens ambtsopheffing of wegens "niet-verlenging van het bestaan van het Directorium", als bepaald in artikel 75, "afdanking" kunnen worden genoemd.

Derhalve wordt voorgesteld artikel 75 te lezen als volgt :

"Artikel 75.-

Ambtsopheffing heeft afdanking van het voor die betrekking aangewezen personeelslid ten gevolge.

Het personeelslid dat wegens ambtsopheffing wordt afgedankt, heeft recht op het dubbel van de in artikel 73 bepaalde vergoeding.

.../...

Niet-verlenging van het bestaan van het Directorium wordt gelijkgesteld met ambtsopheffing".

+
+ +

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, kan het in artikel 76, eerste lid, 1°, bedoelde ontslag van ambtswege alleen worden uitgesproken wanneer het personeelslid niet meer voldoet aan de voorwaarden van artikel 8, § 1, a, c en d. Het eerste lid, 1°, van artikel 76 moet derhalve worden gelezen als volgt :

"1° Het personeelslid dat niet meer voldoet aan de vereisten van artikel 8, § 1, a, c en d".

+
+ +

De terugwerking die artikel 78 aan het ontwerpbesluit geeft, kan alleen worden aanvaard indien zij tot doel heeft, de aan de personeelsleden verleende statutaire of geldelijke voordelen ten aanzien van het Directorium te regulariseren. Zij zou onwettig zijn indien zij tot gevolg had afbreuk te doen aan soortgelijke voordelen die aan het personeel mochten zijn toegekend in de periode van terugwerking. Voorts mag zij geen afbreuk doen aan de regelmatigheid van de beslissingen, die in de periode van terugwerking zijn genomen, evenmin als zij vermag de onregelmatigheid te dekken waardoor sommige in die periode genomen beslissingen mochten zijn aangetast.

+
+ +

Op ieder van de bij het ontwerp gevoegde tabellen moet het volgende formulier worden vermeld : "Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...".

\+

\+ \+

In het opschrift van tebel II moeten na het woord "rangopvolging" de woorden "en gelijkwaardigheid" worden ingevoegd. Artikel 3 van het ontwerp zegt immers, dat die tabel de rangopvolging en de gelijkwaardigheid der graden vaststelt.

De slotartikelen leze men als volgt :

"Artikel 78.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1962.

Artikel 79.-

De Minister van Economische Zaken en Energie is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président, eerste-voorzitter,	
	L. MOUREAU,	conseillers d'Etat,	
	G. HOLOYE,	raadsheren van State,	
	A. BERNARD,	assesseurs de la section de législation,	
	P. ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw :	J. DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.